

**1983/46. Assistance aux régions frappées par la sécheresse à Djibouti, en Ethiopie, au Kenya, en Ouganda, en Somalie et au Soudan**

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* les résolutions de l'Assemblée générale 35/90 et 35/91 du 5 décembre 1980, 36/221 du 17 décembre 1981 et 37/147 du 17 décembre 1982, relatives à l'assistance aux régions frappées par la sécheresse à Djibouti, en Ethiopie, au Kenya, en Ouganda, en Somalie et au Soudan,

*Ayant entendu* la déclaration faite le 11 juillet 1983 par le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe,

*Prenant acte* des déclarations faites par les représentants des Etats intéressés qui ont insisté sur le caractère catastrophique de la situation,

*Ayant conscience* des effets défavorables de la sécheresse sur le développement économique et social des pays intéressés et sur leur production agricole et alimentaire,

*Conscient* du coût élevé de l'acheminement de l'assistance jusqu'aux zones éloignées des pays intéressés,

*Notant avec une profonde préoccupation* les graves conséquences pour les pays intéressés, en particulier l'Ethiopie, d'années successives de sécheresse ainsi que la pénurie qui en résulte en ce qui concerne les produits alimentaires, les produits d'élevage, le fourrage et l'eau,

*Profondément préoccupé* par l'intensité, la persistance et la progression de la sécheresse dans cette sous-région,

1. *Prend acte avec satisfaction* des mesures déjà prises par le Secrétaire général, en coopération avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et d'autres institutions et organismes des Nations Unies, pour apporter des secours le plus rapidement et le plus efficacement possible aux victimes de la sécheresse à Djibouti, en Ethiopie, au Kenya, en Ouganda, en Somalie et au Soudan;

2. *Renouvelle* son appel à tous les Etats et aux organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales pour qu'ils contribuent généreusement à aider, sur les plans financier, matériel et technique, les populations affectées;

3. *Prie* le Secrétaire général, en étroite coordination avec les pays intéressés, l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, les institutions spécialisées compétentes et d'autres organes des Nations Unies :

a) D'accorder toute l'assistance nécessaire aux Gouvernements de Djibouti, de l'Ethiopie, du Kenya, de l'Ouganda, de la Somalie et du Soudan, en vue de l'adoption de mesures générales détaillées, dans le contexte de leurs programmes nationaux de développement, pour faire face à la sécheresse en tant que phénomène récurrent;

b) De mobiliser l'assistance internationale en faveur des populations affectées dans les pays considérés;

4. *Prie* le Secrétaire général, en collaboration avec le Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et avec les autres organisations du système des Nations Unies, d'accorder un rang de priorité élevé à la sous-région est-africaine dans son programme de travail et de faire annuellement rapport sur cette question au Conseil économique et social, à sa seconde session ordinaire;

5. *Prie en outre* le Secrétaire général de suivre l'évolution de la situation et de faire rapport à l'Assemblée générale à sa trente-huitième session sur les progrès accomplis dans l'exécution de la présente résolution.

40<sup>e</sup> séance plénière  
28 juillet 1983

**1983/47. Renforcement de la capacité du système des Nations Unies de faire face aux catastrophes naturelles et autres situations revêtant le caractère de catastrophe**

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* les résolutions de l'Assemblée générale 2816 (XXVI), du 14 décembre 1971, portant création du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, et 36/225, du 17 décembre 1981, aux termes de laquelle l'Assemblée réaffirmait le mandat de cet organisme et demandait, entre autres, que sa capacité et son efficacité soient renforcées et améliorées,

*Rappelant aussi* la résolution 37/144 de l'Assemblée générale, du 17 décembre 1982, aux termes de laquelle l'Assemblée reconnaissait que pour parvenir à un système efficace de coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe, il était indispensable de renforcer et d'améliorer la capacité et l'efficacité du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe et de l'ensemble du système des Nations Unies,

*Reconnaissant* qu'à la suite de ces résolutions et des autres résolutions et décisions pertinentes il existait dorénavant un système adéquat pour promouvoir, faciliter et coordonner les activités de secours du système des Nations Unies, en coopération avec les gouvernements et les institutions bénévoles,

*Notant* que le fonctionnement du système de coordination avait été considérablement amélioré, mais qu'il restait encore à faire pour qu'il soit pleinement utilisé,

*Notant d'autre part avec satisfaction* les réactions efficaces du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe face aux grandes catastrophes arrivées récemment,

*Reconnaissant* que la pénurie de ressources avait réduit l'efficacité de l'action des Nations Unies face aux catastrophes,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport d'ensemble du Secrétaire général sur le renforcement de la capacité des Nations Unies face aux catastrophes naturelles et autres situations revêtant le caractère de catastrophe,